

Halte à la guerre ! Retrait de la réforme des retraites ! 47-1, 44-3, 49-3... : petits arrangements politiques, assez des institutions de la V^e République !

Militants, syndicalistes... nous sommes tous engagés à fond dans ce puissant mouvement contre la réforme des retraites. Nous combattons pour la grève pour bloquer le pays dont Macron lui-même a indiqué qu'elle était seule à même de le faire reculer. Nous voyons d'ailleurs nombre de secteurs déjà engagés dans la grève pour bloquer le pays, ce dont l'intersyndicale nationale devrait maintenant se faire l'écho et impulser partout, pour en toute logique ne pas remettre en cause ce qui a fait la force de son appel au 7 mars. Ne pas le faire, et dans l'unité, serait pour le moins un très mauvais signe, incompréhensible pour la masse qui veut gagner et qui montre en de nombreux secteurs déjà en grève qu'elle y est disponible.

Par-delà les aspects immédiats de ce combat dans lequel nous sommes engagés, nous estimons que ce mouvement met au centre une question majeure : les institutions de la V^e République. Il apparaît comme jamais aussi clairement et aux yeux de tous que le système institutionnel n'a qu'une seule fonction : permettre au gouvernement aux ordres du capital financier de mettre ses plans réactionnaires à exécution.

Ces institutions incarnant la légalité démontrent elles-mêmes qu'elles sont illégitimes. C'est pourquoi nous avons approuvé et combattu pour soutenir La France Insoumise (LFI) qui, contrairement à d'autres (PS, PC, EELV...) a cherché à remettre en cause cette « légalité ». Mais force est de constater que, même remise

en cause, même en obtenant des reculs en son sein, ces institutions disposent de tous les instruments (art. 47-1, art. 44-3, art. 49-3...) pour rendre « légal » l'« illégitime ».

Un vrai changement, une modification radicale de la vie de millions d'hommes et de femmes obligent à estimer qu'il est nécessaire de liquider purement et simplement les institutions de la V^e République pour donner la parole au peuple qui, dans une Assemblée constituante souveraine, ou toute autre forme pour une réelle démocratie, définira le contenu d'une « légalité » conforme aux intérêts de la masse, expression de sa propre mobilisation sur son terrain de classe pour en finir avec le régime. Un combat dans lequel s'insère la bataille pour arracher par la grève le retrait du projet de loi sur les retraites.

Après « leur victoire à la Pyrrhus au Sénat », M.Véran, Mme Borne, au compte de M. Macron, se répandent dans les médias pour indiquer qu'ils ne veulent pas utiliser le 49-3. Après en avoir usé et abusé pendant des mois. Quel cynisme ! Grossière manœuvre pour tenter de légitimer un vote sans le 49-3, au cas où il serait obtenu par tous petits arrangements politiques. Ne seront trompés que ceux qui le veulent bien.

Quoiqu'il sorte de l'Assemblée nationale et du Sénat, avec ou pas une « majorité de circonstance », avec ou non l'article 49-3, les travailleurs, les hommes et les femmes de progrès, sont fondés à ne pas les accepter, à les refuser et à les combattre. Nous sommes engagés à fond pour faire reculer Macron par la grève to-

tale. Mais que Macron finisse par reculer ou pas, tous les défenseurs de l'ordre établi, ouvertement ou en coulisses, savent que si Macron recule, c'est l'ouverture d'une situation où les institutions seront directement mises en cause, mais s'il ne recule pas en utilisant tous les artifices possibles, ce sera le cas aussi.

Certains en sont terrorisés, d'autres s'en inquiètent et sonnent l'alerte, d'autres encore comme les sénateurs PC, PS, EELV, sont contraints sous la pression de la masse à faire au Sénat l'inverse de ce qu'ils condamnaient il y a peu, avec Macron, à savoir la stratégie de LFI à l'Assemblée nationale. Ceci ne fait que confirmer : l'illégitimité portée en place publique aux yeux de tous, rejetée par la masse pour se défendre, c'est la marche « à une situation explosive ».

Mieux vaut constater que, pour se défendre ou obtenir des droits, dans la lutte des classes, les hommes et les femmes de progrès n'ont pas accepté de se plier à cette légalité institutionnelle, par exemple quand il fallait obtenir le droit de grève, illégal à l'époque. Comme l'a déclaré un responsable syndical récemment : « *fallait-il accepter Pétain sous couvert qu'il avait été élu légalement ?* ».

Pour le présent, pour l'avenir, pour vivre et enrayer la décomposition générale, nous sommes de ce côté. Cette position est d'autant plus fondée qu'elle s'exprime dans un contexte où la guerre

est à nos portes et qu'elle menace d'embraser tout. Tout comme nous sommes inconditionnellement pour obtenir le retrait de la réforme des retraites, nous sommes inconditionnellement pour dire « halte à la guerre ! » et cessez-le-feu immédiat.

Il y a l'horreur immédiate de ces combats, où meurent chaque jour hommes et femmes. Et il y a cette « folie » tristement habituelle de ceux qui apportent leur soutien à Macron. PS, PCF, EELV, qui sans état d'âme votent les résolutions guerrières de surarmement, d'alignement sur l'Onu, l'Otan, derrière les Etats-Unis. Oubliés les gouvernements français, toutes tendances confondues dans leur guerre contre le peuple algérien ? Oubliée, l'armée américaine détruisant le Vietnam ? Oublié, l'horrible mensonge pour disloquer l'Irak ? Et il faudrait se ranger derrière eux ? Avec raison, LFI n'a pas voté pour, et Jérôme Legavre a voté contre.

Décisions prises en toute légalité par le Président, à l'Assemblée nationale, au Parlement européen... et qui, en toute légalité, conduisent à la même situation que les première et deuxième guerres mondiales, avec les mêmes appuis dont ont bénéficié les défenseurs de la guerre. Comme si le soutien à Macron sur la guerre ne le renforçait pas dans son offensive contre les retraites ! Pour préserver et sauver de ce risque majeur de destructions humaines massives, ce n'est pas dans son camp qu'il faut se trouver.

**C'est pour ces combats, pour ces discussions, pour ces échanges
que nous nous retrouverons le 26 mars à Paris (13 h – Espace Charenton).**

INFORMATIONS OUVRIÈRES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

**En direct des piquets de grève,
des blocages, des manifestations**

le fil Telegram d'IO

t.me/ioRetraites